

En un quart d'heure c'est fait !

*Entretien n°1
... avec ou sans les
faucheurs volontaires
(France)
... et sur le redémarrage
de la lutte en Suisse*



Expériences dans les luttes anti-OGM
&
réflexions sur les stratégies et les modes d'action

Introduction	p.3
Entretien mutuel entre Camille, Rémi et Christophe	p.6
Actions des Faucheurs 2014-2015	p.33
Quelques éléments critiques	p.37

Introduction

La lutte contre les *plantes à pesticides modifiées par génie génétique et brevetées*, c'est-à-dire les fameux « OGM », est une des luttes contre les nuisances techno-industrielles qui a connu une certaine force ces vingt dernières années, notamment en Europe.

Cette lutte a pris de nombreuses formes d'action dans les différents pays, et connu différents degrés d'intensité selon les contextes – notamment selon les compromis accordés par l'État, comme les moratoires qui calment les ardeurs et donnent du temps aux lobbies pour travailler. En effet, les scientifiques et autres larbins de l'industrie sont payés pour bosser sans cesse, ils ne lâchent aucun front de lutte et continuent d'en ouvrir de nouveaux. Face à cette puissance, que faire ? La tentation de recourir à la Loi est grande : on imagine ainsi pouvoir interdire certaines choses définitivement. Or, comme on le sait quand on lutte dans la "meilleure démocratie du monde", les ficelles de la démocratie représentative n'ont aucun secret pour ceux qui ont des milliards à investir...

Deux grands arguments plaident donc pour l'établissement de rapports de force par d'autres moyens que ceux prévus par la Loi : 1. Le pouvoir ne lâche rien si on ne le force pas ; 2. Pour briser le déferlement constant de nouveaux dispositifs de contrôle (technologiques ou autres) il faudrait un véritable renversement de l'ordre existant, donc se donner des moyens de lutte conséquents. Le premier argument est compatible avec des revendications adressées à l'État pour des aménagements réformistes, comme par exemple chez les Faucheurs Volontaires. Tandis que le deuxième constitue la perspective de nombreuses personnes entrées en résistance dans une optique plus radicale. Toutefois, les camps ne sont pas clairement séparés. Les efforts militants faits d'un côté sont parfois utiles à l'autre, mais souvent les tensions sont vives quand les antagonismes de fond se révèlent. Et les trajectoires individuelles sont diverses.

Les Faucheurs Volontaires ont été vertement critiqués par le courant anarchiste anti-industriel français, en tant qu'une des figures de proue de la mouvance « citoyenniste » : voir le chapitre « Quelques éléments critiques » en page 37. Tout en partageant très largement ces critiques mais avec un peu de recul aidé par le fait de vivre dans

un autre pays, il restait quelques interrogations, et pas des moindres, pour l'éditeur de cette brochure : dès lors que la partie est censée être terminée, les mouvements de lutte récupérés par certains intérêts, la paix sociale renforcée, comment continuer ? On passe à autre chose ? Comment expliquer que les sabotages des Faucheurs Volontaires se sont poursuivis bien après la sentence définitive prononcée en 2004 par *Quelques ennemis du meilleur des mondes* (« On voit bien que la transgénèse sera imposée au monde (...) La lutte contre les OGM ne pourra être gagnée, ni en Europe ni ailleurs. »)¹ ? Et quid de la dimension populaire d'un tel mouvement d'action directe, donc aussi quid des questions de hiérarchie et d'autonomie ? Peut-on s'en inspirer malgré tout pour se réapproprier la lutte ?

En participant à la reprise de la lutte ici en Suisse, ces questions redevenaient brûlantes – d'autant plus que les actions de la nouvelle campagne se limitent pour l'instant à l'usage de peinture et d'affiches – et j'espérais pouvoir bientôt recueillir la parole de personnes ayant vécu ces mouvements. Or cet été, j'ai eu la chance de rencontrer des gens qui s'y sont impliqués ou frottés mais ne sont pas des apparatchiks et ont d'autres expériences par ailleurs, et c'est cette sympathique rencontre qui a produit cet entretien mutuel.

Le questionnement sur le sens induit par les modes d'action et les revendications par rapport à la domination ou à des perspectives globales d'émancipation ne doivent pas être étouffés sous des impératifs purement tactiques ou stratégiques. Toujours est-il qu'il me semble nécessaire de ne pas figer les jugements, ce qui reviendrait à prétendre détenir une vérité absolue, et de chercher à être en relation avec les acteurs et actrices des luttes qui ont une indépendance critique et de ce fait peuvent être amenées autant à évoluer personnellement qu'à nous bousculer par leurs expériences et leurs réflexions.

Dans cet entretien mutuel, mon choix – et il me semble que c'était une envie partagée – a été de ne pas trop chercher les éventuels points de désaccord entre nous mais de laisser les autres protagonistes exposer leurs points de vue, faisant le pari qu'ils révéleraient assez d'éléments de réalité pour contribuer à actualiser les critiques.

1 OGM - Fin de partie, <https://infokiosques.net/spip.php?article204>

Clairement, le but principal de cet exercice est de nourrir les imaginaires de lutte, qui sont cruellement pauvres à mon avis en Suisse. À ce titre, ce pourrait n'être que le début d'une circulation internationale d'expériences de lutte et de réflexions stratégiques qui serait bénéfique à toutes et tous, tant les pratiques doivent être diverses après bientôt vingt ans de résistance contre les OGM. Si d'autres initiatives similaires existent en fait déjà, merci de nous le faire savoir à l'aide de l'adresse e-mail en fin de brochure.

Parce que la partie n'est pas terminée, parce que la recherche ne cesse de créer de nouvelles technologies qui amènent de nouvelles offensives, et qu'il n'est pas certain (quoi qu'on en dise) que les désirs de liberté s'atrophient alors que nous sommes nombreux-ses à les sentir bouillir en nous.

Que la résistance se renforce, qu'on reprenne l'offensive !

Entretien mutuel entre Camille, Rémi et Christophe

Cet entretien a été réalisé en juillet 2015 quelque part en France. Les prénoms sont fictifs.

Remarque préliminaire sur la question du genre : on est trois mecs ici à s'exprimer, et les figures visibles de cette lutte sont à ma connaissance presque que des mecs. Mais j'imagine qu'à la base des mouvements, ou dans les groupes qui ont agi clandestinement, on trouve bien davantage de mixité... Peut-être une question à creuser en vue de prochaines publications ! (éd.)

Camille : Salut, je m'appelle Camille, j'habite en Rhône-Alpes. Je suis apiculteur depuis une petite dizaine d'années, et je vais vous expliquer ce qui s'est passé dans les années 2009, fin 2009 plus précisément, quand les Faucheurs [Volontaires] m'ont contacté pour commencer à discuter en termes de mode d'organisation, de fonctionnement, par rapport à des luttes qui parlent d'abeilles contre les OGM.

J'ai toujours été assez fasciné par le mouvement des Faucheurs, parce qu'il y a eu depuis 2007 un groupe de 300 à 400 personnes qui ont commencé à dire non à l'implantation des maïs OGM en France. C'était quand même prévu qu'il y ait 70'000 hectares de maïs plantés en 2007, et sans ce groupe de gens aujourd'hui la France serait recouverte de maïs OGM. Donc j'ai été super séduit par cette approche, et je me suis dit : « voilà un groupe intéressant qui va pouvoir faire avancer les choses en matière de lutte contre le monde des biotechnologies dans l'agriculture. »

Alors j'ai été contacté par les Faucheurs fin 2009, parce qu'il y a eu en Allemagne une affaire qui a mêlé un apiculteur amateur allemand contre Monsanto directement. Il s'avère que cet apiculteur avait fait analyser son miel à la fin de la récolte et il a trouvé des traces de pollen Mon810, le produit phare de Monsanto à l'époque, le maïs OGM qui est répandu partout en Europe. Du coup, l'apiculteur en

question, qui s'appelle Bablok, accuse Monsanto d'avoir pollué et intoxiqué son miel. Ce procès passe en cour de je sais plus quoi, et le tribunal finit par retourner la situation contre l'apiculteur, en lui expliquant clairement qu'il n'a pas respecté les distances de sécurité entre l'emplacement de son rucher et la parcelle de Monsanto qui était à quelques centaines de mètres des ruches. Donc le pauvre apiculteur se retrouve à verser des indemnités à Monsanto, ce qui est quand même un peu le monde à l'envers, et à l'issue de ça vient un phénomène de cascade, de réaction en chaîne, une énorme modification à la fois des statuts juridiques en Europe techniquement, et concrètement toute la production de miel espagnol a été bloquée par les douanes à la fin de l'été 2011, saisie par les douanes et impossible de le commercialiser parce que le miel espagnol contenait des pollens de maïs Mon810. Du coup c'était considéré impropre à la consommation, parce que Monsanto n'avait pas réussi à faire valider le fait que les pollens étaient légalement encadrés par un statut juridique qui les rendaient propres à la consommation. Donc par défaut ils étaient légalement toxiques, donc toutes les traces de pollen Mon810 qu'on pouvait trouver dans du miel rendaient le miel impropre à la consommation.

Donc ça a fait un effet de tremblement un peu fou dans le monde de l'apiculture, et là les apiculteurs et les apicultrices ont cherché à contrer ce renversement de situation. Pour couronner le tout, l'Europe décide à l'issue de cette série de procès de lever le moratoire qui interdisait la mise en culture et la production de maïs Mon810. C'est là que les apiculteurs et les Faucheurs ont commencé à réfléchir à un mode d'action et un mode d'organisation pour travailler ensemble. Tout simplement parce qu'on se rend bien compte que l'abeille devient en quelque sorte une clé de voûte dans cette lutte anti-OGM, et au-delà dans ce qui est biotechnologies, parce que l'abeille est considérée comme un vecteur de pollinisation et surtout de dissémination. Imaginez qu'elle va pouvoir passer d'une parcelle à une autre et contaminer par exemple une parcelle d'un maïs biologique par des pollens qui auraient été recueillis sur la parcelle d'avant qui aurait été une parcelle transgénique. Du coup le principe de coexistence est remis en question. La coexistence c'est un principe qui est posé de façon légale pour permettre par exemple à un paysan bio de pouvoir bénéficier du droit de cultiver sa parcelle à côté d'une parcelle d'un voisin qui serait en conventionnel et pourrait utiliser des maïs transgéniques. Les deux personnes devraient

pouvoir travailler chacun de son côté sans être gêné par le travail de l'autre. C'est là que l'abeille devient vraiment gênante dans ce schéma, parce qu'elle est libre de voyager et de travailler dans l'espace qu'elle veut, donc on n'a aucun contrôle là-dessus.

Donc les apiculteurs et les apicultrices se sont vraiment mis en colère, et se sont rapproché.e.s des Faucheurs Volontaires pour lancer, fin 2009, une série d'actions qui ont abouti à une petite victoire qui s'est conclue par réinstaurer le moratoire sur le Mon810. Alors ça s'est passé concrètement par des modes d'action directe assez intéressants. Par exemple des camarades dans le Sud de la France ont carrément été rendre une petite visite à Monsanto dans un centre de stockage de semences, avec pénétration dans les bâtiments avec des ruches peuplées d'abeilles à l'intérieur. Les camarades étaient en tenue d'apiculture et menaçaient la direction et les gens du bâtiment d'ouvrir les ruches dans le local, si jamais la direction ne voulait pas entendre les revendications faites pour demander des comptes par rapport à la circulation, la distribution, et les différents carnets de commande client qu'il pourrait y avoir en cours de mise en culture, parce que c'était à cette époque-là.

Ça s'est aussi traduit par une série d'occupations de sites de Monsanto partout en France, où on s'est retrouvés à bloquer le siège de Monsanto à Bron pour les empêcher de travailler une journée. C'était une forme d'action symbolique, pour vraiment montrer notre désaccord avec ce qui était en train de se passer. Tout ça a aussi abouti à un cycle d'occupations des locaux de la DRAAF (direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), les antennes locales du ministère de l'agriculture. Il y a eu 13 ou 15 occupations simultanées dans la même semaine, avec les apiculteurs et les Faucheurs, pour demander aux directeurs de chacune des DRAAF de faire remonter au ministère la demande urgente de réinstaurer le moratoire sur le maïs Mon810, pour empêcher qu'il soit remis en culture une année supplémentaire, donc en 2010. Parce que les semis sont faits à l'époque mars-avril. Et tout ça a marché et Bruno Lemaire, le ministre de l'agriculture de Sarkozy à l'époque, réimpose le moratoire et du coup fait un pied de nez à l'Europe qui ouvre les possibilités pour Monsanto d'inonder le marché européen à base d'OGMs. Du coup ça s'est conclu par cette petite victoire. Donc les gens en ont gardé un très bon souvenir comme quelque chose qui s'est plutôt bien passé.

Christophe : Et par rapport à l'histoire de l'expertise liée au Haut Conseil des Biotechnologies, peux-tu dire ce qui s'est fait ?

Camille : Ce qui s'est fait, c'est que le moratoire c'est un décret qui est imposé par le ministère de l'agriculture. Mais le ministère ne prend la décision comme ça tout seul : ils ont le HCB qui est constitué de scientifiques (censés être indépendants...), d'industriels et aussi d'acteurs syndicaux dans le paysage agricole. Ces gens-là sont capables d'analyser techniquement si le principe de coexistence est toujours vérifié, s'il peut encore s'appliquer, même si on met des ruches entre deux parcelles par exemple. Du coup ça va débattre et ça va produire de la discussion autour de ces grands principes fondamentaux : principe de précaution, principe de coexistence, ces choses-là. En plus, le HCB est alimenté techniquement par ce qui s'appelle maintenant l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), historiquement l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments). Ce sont des techniciens, des ingénieurs, qui vont vérifier, qui vont délivrer des AMM (autorisations de mise sur le marché) de tous les produits phyto-sanitaires ou de solutions technologiques comme les semences enrobées ou autres, en garantissant techniquement que tout est OK, tout est compatible, et qu'il n'y aura pas d'impacts néfastes ou de nuisances. Du coup le HCB devient le premier conseil technique capable de... Il y a aussi des philosophes dans ce HCB, des gens qui sont là pour amener une réflexion avec un peu plus de hauteur, plus de recul. Et qui vont après en gros influencer directement sur les textes de loi que va produire le ministère de l'agriculture.

Et on s'est bien rendu compte que tout ce que pouvait proposer le HCB était complètement à côté de la plaque, si on peut dire, parce que les représentants syndicaux, c'est simplement la FNSEA [le syndicat agricole majoritaire, à tendance totalement productiviste], les responsables techniques sont des anciens de grandes firmes agrochimiques qui sont passés maintenant à autre chose dans leur vie... Du coup l'indépendance elle est complètement remise en question [alors que c'est le HCB qui serait censé mettre] un peu des bâtons dans les roues, techniquement, sur le plan légal et législatif, [de] l'autorisation des semences transgéniques et au-delà, des biotechnologies, avec l'usage des pesticides et toutes ces solutions techniques, par exemple la mutagénèse qui est la version suivante des OGM transgéniques.

Rémi : Ce que j'ai compris, Camille, c'est que tu t'es impliqué fortement dans le mouvement des Faucheurs, et que tu as fini par en sortir. Ça te dit de nous raconter le contexte, ou la réflexion qui t'a poussé à produire une critique ? Parce que c'est intéressant en termes de dynamique, comment on peut s'inscrire dans des mouvements, et à des moments ne plus s'y retrouver, et pourquoi.

Camille : Alors je vais essayer de faire concis... Je viens d'évoquer cette nouveauté, les petits progrès techniques qui s'appellent la mutagenèse, et la petite victoire qu'on a arrachée en 2010 en réimposant le moratoire sur le maïs transgénique Mon810. Je précise « transgénique », parce que c'est un procédé technique d'obtention d'un OGM, et on s'est vite rendu compte tout de suite après que les OGM transgénique c'était complètement has been, et que la suite allait s'appeler la mutagenèse. C'est un autre processus technique qui permet d'obtenir une plante mutée.

La mutation des végétaux est un phénomène naturel qui existe depuis toujours : on voit évoluer les plantes dans le temps, mais sur des cycles de temps qui sont très très longs. Par exemple les plantes peuvent d'adapter à un environnement, à un climat... du coup les végétaux s'adaptent naturellement par un phénomène de sélection naturelle. L'agrochimie, les six industries qu'on connaît bien (Monsanto, Dupont-Pioneer, BASF, Syngenta, Bayer et Dow Chemical) ont compris qu'on pouvait accélérer ce phénomène de mutation en bombardant les semences avec des rayons X, en les agressant, c'est un peu comme ça qu'il faut comprendre le truc.

Du coup cette mutation va avoir un intérêt simple, c'est toujours un peu la même chose, c'est rendre résistant un colza ou un tournesol à un herbicide. Ça paraît complètement fou mais on arrive en gros à produire une semence, une plante, donc le plant qui va faire peut-être 15 cm de haut dans un champ de tournesol on pourra sans aucun problème passer avec un atomiseur de Roundup sur la parcelle et anéantir toutes les adventices (« mauvaises herbes ») autour de cette plante et la seule plante qui va survivre c'est le colza muté ou le tournesol muté par exemple. C'est assez fantastique comme prouesse technique, le Roundup ne va rien faire à la plante. Imaginez la dose d'herbicide que la plante va pomper et garder en elle pendant toute sa croissance... ça fait que quand on analyse à la fin de l'huile de colza ou de tournesol, on se rend compte qu'il y a énormément de traces d'insecticide et essentiellement d'herbicide dans le produit final.

Donc c'était un peu la suite logique pour l'agrochimie, parce que le procédé des OGM transgéniques où on programmait la semence en lui introduisant un gène d'une autre plante, qui faisait que cette plante allait produire par elle-même une protéine toxique type DDT ou en tous cas insecticide. Donc sur toute la vie de la plante on allait voir la toxine pesticide se dégager de la plante, comme par magie. C'était la technologie de la transgénèse qui était plus ancienne. Il ne faut pas oublier que l'intérêt de toutes ces biotechnologies, c'est d'utiliser à mort de pesticides, la finalité des OGM c'est ça.

Christophe : Et de breveter les semences...

Camille : Alors ça c'est autre chose, on pourra y revenir...

Christophe : Ma question c'est : ces semences mutées, j'imagine qu'ils les brevettent aussi par ailleurs.

Camille : Oui mais c'est dans un autre registre. Je voulais revenir sur l'usage des pesticides, parce que la France est quand même le premier utilisateur de pesticides en Europe, et je pense le troisième ou le cinquième mondial, en termes de quantité ramenée à la surface agricole. Juste en France on passe quand même 20'000 tonnes de pesticides par an depuis un paquet d'années, et ça c'est pas du tout en train de baisser. C'est-à-dire que derrière ça il y a un marché, et les gens ne veulent surtout pas que ça s'arrête, c'est évident.

La finalité de toute la biotechnologie, c'est de consommer du pesticide, des intrants. C'est pour protéger un marché qui est vraiment très fort, méga important pour Monsanto et toute l'agrochimie. On peut expliquer aussi le lien qu'il peut y avoir avec le brevetage sur le vivant, parce qu'il y a eu le catalogue des semences qui a permis d'inscrire dans un registre toutes les semences brevetées, parce que techniquement elles ont subi une modification, un enrobage, une transgénèse ou une mutagénèse. Tout ça permet à l'agrochimie de posséder tout, sauf les vieilles semences-population, c'est-à-dire les semences que nos parents ou nos grands-parents avaient l'habitude de ressemer d'année en année, ...

Christophe : ... par le biais de la propriété intellectuelle. Ce que j'avais envie de souligner dans ce que tu dis, c'est qu'au-delà de la compréhension des différentes techniques qui sont assez difficiles à saisir – je crois qu'ils font aussi de la résistance au Roundup avec la technique transgénique, et qu'il y a aujourd'hui de nouvelles techniques encore comme la mutagénèse dirigée que je ne

comprends pas bien – c'est qu'elles ont les mêmes buts, qu'elles donnent les mêmes résultats. Et que ça s'inscrit dans le même système productif, dans la même économie, bien qu'ils présentent toujours les innovations comme révolutionnaires selon eux. En fait on est dans une continuité de logiques.

Camille : Oui, complètement. Parce que ces gens sont convaincus que grâce à leurs technologies et leurs biotechnologies ils arriveront à nourrir toute la planète. C'est leur discours, de pouvoir dire que grâce aux OGM et aux biotechs, on arrivera à nourrir toute la population de la terre, et que sans ça on n'a aucune chance. C'est quand même assez aberrant.

Pour revenir à la question de départ... J'ai commencé par expliquer comment on en est arrivé à la mutagénèse, ce qui est la suite de l'association apiculteurs-faucheurs. Ça m'a pas mal intéressé, parce que toutes les plantes qui sont concernées par la technique de la mutagénèse, c'est des plantes qui sont mellifères. Donc ça me touchait un peu directement. Le colza et le tournesol, c'est tout le temps blindé d'abeilles. Du coup nos abeilles rentrent ça dans les ruches, et on retrouve ça dans le miel. Donc pour moi ça avait encore un sens de rester dans le groupe des Faucheurs pour pouvoir continuer à avancer sur cette bataille.

Du coup on a commencé à mettre en place des cycles de fauchage. Ça a commencé par des fauchages symboliques et après ça c'est un peu durci. On a fait des fauchages vraiment durs, avec une action assez incroyable où on a fauché une dizaine de parcelles dans quatre départements le même soir. C'était un message très fort pour expliciter pourquoi on était aussi déterminés.

Christophe : C'était quand ? Et tu dis « vraiment dur », dans quel sens ?

Camille : Dur, dans le sens où ça a été massif, c'est-à-dire que les paysans... je vais changer de terme : les exploitants agricoles qui utilisent ce type de semences ont vraiment perdu leur production. Ça soulève aussi une question : comment on peut considérer ces travailleurs, qui sont un peu avec le couteau sous la gorge. Ils vont nous expliquer après coup qu'en fait ils n'ont pas le choix, quand ils vont à la coopérative pour chercher leurs sacs de semences, ce qui est simplement inscrit dans le catalogue des semences ou dans le registre, c'est qu'il n'y a plus de colza conventionnel, il n'y a plus de

tournesol conventionnel. Donc ils nous expliquent, un peu avec les larmes aux yeux, « nous on peut plus rien faire, on est pris avec le couteau sous la gorge, on est obligé de travailler comme ça. »

Et je me souviens d'un chiffre : en 2010-2011, il y avait 70 % des tournesols qui étaient mutés, sur la région Rhône-Alpes. Donc ça c'était quand même assez fou, et tout simplement aucun cadre juridique, et aucune information, sur ce qui se passait par rapport à ça. Parce qu'on ne considérait pas les tournesols et les colzas mutés comme des OGM. Juridiquement c'était pas ça.

Christophe : Et là, les productions qui ont été détruites, elles étaient à des fins de multiplication de semences, ou pour la production alimentaire directement ?

Camille : C'était de la production directe. Tu penses au principe d'hybridation, qui permet de produire des semences F1 qui permettent après d'être très performant ?

Christophe : Non, c'était pour poser la question : à quel stade intervient la lutte ? Au stade où c'est encore expérimental, ou de la multiplication, ou de la production ? Dans le sens : est-ce qu'on a encore prise au moment où c'est déjà de la production ?

Camille : Ce que j'évoquais c'était simplement qu'on a carrément impacté les exploitants agricoles, et que ça posait vraiment des questions. On ne s'attaquait pas à un labo qui avait par exemple grillagé une parcelle d'essai, où ça peut être un labo privé type Pioneer ou Monsanto, ou ça peut aussi être un laboratoire d'État comme l'INRA. Il y a eu un fauchage de ceps de vigne à Colmar [sur une parcelle de l'INRA] qui a fait un grand bruit médiatique, c'était aussi une action très forte. C'était en 2011, sauf erreur, le procès a eu lieu après.

Je parle de procès parce que c'est un peu ça qui permet aux Faucheurs d'utiliser le procès comme une tribune pour expliquer à la population : « Voyez, regardez ce qui se passe. On a été faucher ce champ qui est illégal pour nous, et on l'a fait dans une optique, en précisant qu'on est vraiment légitime de le faire, par rapport au principe de précaution et par rapport au principe de coexistence. Et dans un souci de bien commun, pour ne pas complètement polluer tout l'espace agricole. » Cette stratégie politique, ce que j'appelle la course au procès, dans l'action et dans le mode d'organisation des Faucheurs, est vraiment discutable.

Le principe, quand on participe à un fauchage, nocturne typiquement, c'est que tout se passe de façon clandestine jusqu'au moment où on repart du champ après avoir fauché la parcelle. Et on inscrit notre nom sur une liste, en disant : « oui, je m'appelle untel et j'ai participé tel soir au fauchage de telle parcelle. » Un acte de désobéissance civile qui est revendiqué haut et fort. Quelque chose qui est vraiment non-violent et d'action directe. Voilà.

Du coup, la liste avec 100, 200, 300 personnes inscrites dessus est envoyée à la gendarmerie le lendemain matin avec un courrier qui explique la revendication de l'action, en disant : « Voilà, on était 300 à faucher cette parcelle hier soir. » Parce qu'on se sent vraiment légitime d'avoir fait ça. Après le procureur convoque entre 5 et 7 personnes de la liste au tribunal, et lance toute une procédure judiciaire qui est quand même assez lourde et qui met vraiment à mal les gens qui sont impliqués dans ce processus. Et c'est quand même vraiment quelque chose de discutabile. Parce que la solidarité elle est effective, il y a les gens qui vont mettre de l'argent dans une caisse pour pouvoir payer les amendes, tout ça, mais par contre on ne prend pas du tout en compte la violence que peut produire le fait d'être convoqué en son nom propre pour expliquer pourquoi on a fait cette action devant un juge. J'ai des ami·e·s qui ont vécu ça et qui m'expliquent à quel point c'est dur de porter ce truc-là et de ne pas dormir pendant quinze jours avant le procès parce que ça les angoisse tellement, et que c'est quand même quelque chose qui n'est pas simple à gérer.

Christophe : Et au moment du procès, les autres sont là ? Est-ce qu'elles rentrent dans la salle d'audience ? Le soutien il est fort ?

Camille : Le soutien il est vraiment jusqu'au bout, on est en comité de soutien tout de suite, et sur les marches du tribunal. Rarement on arrive à tous et toutes rentrer à l'intérieur. Mais voilà, du coup on est là, mais c'est quand même cinq personnes qui passent à la caisse, quoi. Ça, ça me questionne vraiment. Du coup, ça rend impossible la chose si jamais vous avez des antécédents judiciaires et que vous avez déjà été sanctionné, ou si vous avez du sursis pour une action que vous avez pu mener par le passé, là ça vous amènera vraiment beaucoup d'ennuis. Du coup, je trouve ça assez excluant. Par exemple, si on a commis des délits pas le passé, on ne peut pas aller mettre son nom sur la liste des faucheurs.

Du coup cette course aux procès, je trouve qu'elle a vraiment sa limite par rapport à l'impact dans une vision globale de la lutte. C'est-à-dire que Monsanto finit par remporter la plupart du temps les procès, et va réclamer des dommages et intérêts monstrueux de l'ordre de 50'000 à 100'000 euros, que les Faucheurs arrivent à trouver. Ils vendent de la bière, du vin, du jus de pomme, des T-shirts, des badges, tout ça à l'échelle nationale, du coup ça fait beaucoup d'argent qui peut rentrer dans les caisses de soutien pour payer les amendes. Mais moi j'ai pas envie, dans les soirées de soutien qu'on peut organiser, de vendre du jus de pomme en disant : « voilà, cet argent-là va retourner dans les caisses de Monsanto ! » C'est quand même quelque chose qui questionne vraiment beaucoup. Ça, c'était un de mes points de désaccord qui était vraiment très fort.

Et aussi, pour terminer sur pourquoi j'ai décidé de quitter ce mouvement, c'est qu'il n'y avait vraiment pas complètement un fonctionnement horizontal qui permettrait à chacun-e de trouver une place. Il y a un système de coordination, avec dans chaque groupe deux personnes qui sont des référent-e-s. De chaque groupe local – par exemple un groupe en Bretagne, un dans le Maine-et-Loire, un dans la région PACA, un peu partout dans chaque département – les coordinateurs et coordinatrices se regroupent en formant en fait un petit peu un comité central, qui se réunit une fois par mois et qui décide des axes et des choix pour les actions à venir. Du coup, les gens qui participent au processus collectif n'ont même pas leur mot à dire et doivent appliquer ce qui a été décidé en comité par deux référents. Ça, ça a été un vrai problème pour moi, c'est que ça devenait impossible de remettre en question un mode d'action et un type d'action.

Christophe : Est-ce qu'il y a des grosses orgas qui sont influentes aussi dans ce processus de décision, comme la Conf' ou autre ?

Camille : Il y a toujours eu une indépendance, de façade je crois, entre la Confédération Paysanne et les Faucheurs. Il y a du soutien, mais les Faucheurs ne veulent pas être le « bras armé » de la Confédération Paysanne. Ils veulent vraiment pas jouer ce jeu-là, et c'est vraiment deux terrains différents, même si ça se passe parfois avec les mêmes acteurs et actrices.

Rémi : Également, en interne à la Confédération Paysanne, il y a des voix qui se sont élevées à plusieurs reprises pour se dissocier des

actions qui étaient menées par les Faucheurs. Il y a une indépendance, et forcément des choses qui sont imbriquées, parce que la lutte les OGM imbrique tout un tas d'autres mouvements aussi.

Christophe : Mais ça reste en interne. C'est à dire, est-ce que c'est arrivé que soit la Conf' soit les Faucheurs dénoncent publiquement des actions clandestines ?

Camille : Je ne crois pas. Il faut comprendre qu'il y a aussi un groupe actions à la Confédération Paysanne, capable d'être sur le terrain et de passer à l'action.¹

Christophe : Je demande ça par rapport au contexte suisse, où le référent principal des médias, qui s'appelle StopOGM, a fait des communiqués de presse pour condamner publiquement des actions clandestines de fauchage, par exemple. Je me demandais si ça existait dans le contexte français, comme division assez extrême des luttes.

Rémi : Sur la question des OGM j'ai pas l'impression, ça a failli pour l'histoire du fauchage des vignes de Colmar où il y a une dissidence qui s'est exprimée, mais globalement il y a une sorte d'unité – de façade et aussi réelle, de soutien, je ne sais pas si on peut parler d'interdépendance. Mais en tous cas la Confédération Paysanne a participé à la création des Faucheurs Volontaires, aussi pour ne pas porter à elle seule cette lutte, qui relève d'une lutte sociétale, qui n'aurait pas pu se développer à ce point-là et prendre ces formes s'il n'y avait pas eu d'autres courants d'action et de réflexion. Et aussi pour ne pas porter à elle seule tout l'enjeu autour de cette stratégie des procès.

Par contre, ce truc-là de se dissocier sur des moments d'action, ça arrive fréquemment dans les luttes anti-nucléaires, qui ne sont pas très vivantes en France. La plus récente c'était lors d'une manif et tentative de blocage d'un train de déchets nucléaires qui partait de La Hague en Normandie pour aller en Allemagne. Là, le mouvement qui se présente comme officiel et représentatif de la lutte anti-nucléaire, qui s'appelle Sortir du Nucléaire, a clairement exprimé une dissociation quand il y a eu des moments un peu à sensibilité émeutière sur cette tentative de blocage de train, et c'était fort dommage.

1 Et pourtant... Deux dénonciations publiques sont citées dans « OGM : fin de partie » p.19

Camille : Ça me fait aussi penser au rapport aux choix et aux modes d'action qui ont été collectivement décidés par les Faucheurs... L'action des Faucheurs ne se situe pas uniquement dans les champs. On décide de dézinguer carrément une culture entière ou une partie, mais aussi il y a eu des actions vraiment pertinentes, d'aller sur le port de Lorient en Bretagne, où il y a des super-cargos remplis de soja transgénique importé d'Amérique Latine qui va servir à alimenter toute la production de porc en Bretagne. En fait c'est légal de faire comme ça : on n'a pas le droit de produire des OGM sur le territoire, mais on peut très bien les importer. Donc imaginez qu'il y ait des cargos, là qui arrivent avec 200'000 tonnes de soja, je pense une fois par mois à peu près, et qui vont gentiment distribuer tout cet aliment pour bétail sur le territoire. Du coup il y a eu plusieurs actions de neutralisation des cargaisons de soja, où les Faucheurs rentrent sur le navire au petit matin, et déversent la première fois un traceur écologique, du brou de noix, dans la cargaison. Ils ouvrent les cales et déversent plusieurs dizaines de litres de brou de noix comme traceur symbolique pour dire « on voudrait voir où va cette cargaison dans le circuit ».

Et les coups d'après ils ont carrément été saboter la cargaison en allant déverser de l'huile de ricin et une décoction d'if je crois, donc des cocktails naturels mortels, complètement bio ou écolos. Ils ont déversé sauf erreur entre 300 et 500 litres dans la cargaison. Pour dire que ce stock de soja était impropre à la consommation. Du coup là c'était monté d'un cran dans le type d'action, en revendiquant vraiment une action de sabotage. Je pense qu'il y avait quand même un impact économique assez fort, imaginez qu'on puisse anéantir 200'000 tonnes de soja d'un coup, ça fait un peu mal je pense. Mais bon rien à faire en fait, l'armateur a pris une pelleteuse et a raclé la couche du dessus, sur le bateau, et c'est parti : ni vu ni connu... ça s'est pas du tout fait saisir par les douanes, les autorités ne sont pas intervenues pour dire « attention maintenant cette cargaison-là est impropre à la consommation ou est devenue toxique ». On a fait en sorte que ça puisse sortir quand même et que ça rentre dans le circuit de distribution ordinaire.

Par contre après les camarades ont eu des problèmes, forcément. Il y a eu un procès, tout ça, par rapport à cette action. Ça a fait aussi d'autres échos parce qu'il y a eu dans ce type d'actions « on pénètre sur un bateau au petit matin » la présence des flics, et la violence elle

est quand même vraiment réelle à ce moment-là, c'est-à-dire qu'on se fait vraiment maltraiter. Et ce qui se passe c'est que c'est décidé en comité qu'on ne doit pas « répondre aux provocations policières », on ne doit pas insister sur les temps d'échauffourées et on ne veut surtout pas que ces moments-là soient filmés et puissent être diffusés aux yeux de tout le monde, à la population par des médias qui pourraient être les nôtres ou des médias de masse. Tout simplement parce que ça desservirait la lutte, ça empêcherait des gens qui sont des militants associatifs ou citoyenistes ou légalistes de venir renforcer les rangs des Faucheurs. Ça a vraiment été décidé collectivement de ne pas visibiliser la violence policière dans ce mode d'action. Et ça c'était quelque chose qui me posait question encore une fois, parce les coups on en a pris, et on n'avait pas le droit de dire qu'on se faisait quand même matraquer pas mal...²

Rémi : Belle transition... Moi je m'appelle Rémi, je suis issu des milieux anti-autoritaires, écolo radical à tendance libertaire on va dire. Et comme toute dynamique de lutte qui revêt un certain nombre d'aspects collectifs un peu à tendance autogestionnaire (même si...), de caractère populaire et multiple, ça m'a intéressé de participer à des fauchages d'OGM il y a plusieurs années, au moment du boom de popularité de ce type d'actions. Donc j'y suis allé en tant que participant, je n'ai pas du tout milité dans une quelconque structure pour organiser ce type d'action, mais quand il y avait des appels à fauchages, j'y suis allé avec un certain nombre de gens avec qui je faisais déjà des choses. Alors je vais raconter trois fauchages que j'ai vécus et qui n'ont pas eu la même tournure. Pour dire un peu que ça a pu se passer comme ça ou comme ça ou comme ça...

Mon premier fauchage, j'en garde un souvenir assez extraordinaire, peut-être parce que c'était le premier, peut-être que j'avais rarement vécu de moment de liesse collective. Comment raconter ? On s'est retrouvé·e·s à un point de rendez-vous. A ce moment là il y a eu tout un tas d'interventions dans un gymnase sur le pourquoi de la nécessité de mener des fauchages, on a été briefé·e·s par l'avocat qui allait s'occuper du procès (s'il y en avait un). Voilà, c'était sympa, pic-nic tout ça, puis hop on remonte dans les voitures, on suit la voiture-tête. Là il y avait 100-200 voitures, il y avait du monde quand même. On se gare au bord de la route, on voit qu'on était attendu·e·s.

2 On a eu aussi un témoignage d'une action à Lorient où les Faucheurs, ayant pénétré dans le port, ont renoncé à commettre un sabotage parce que les médias étaient absents...

Donc inévitablement il y a une dimension de visibilité, dans le sens où tous les véhicules qui se sont garés les uns après les autres, c'est sûr qu'ils ont été identifiés. Forcément ils sont au nom de leur conducteur principal. Mais bon, tout le monde sort des voitures, on se rassemble, on dit « ben on y va ». On fait quelques centaines de mètres sur un chemin agricole et ça n'a pas été compliqué d'identifier la parcelle qui était à faucher parce qu'elle était militairement quadrillée par un premier rang de gendarmes mobiles, qui sont des militaires, une sorte de gendarmes qui interviennent plutôt dans les campagnes. Donc c'est un corps de police qui n'a pas vraiment l'habitude de réprimer les gens, par rapport à des CRS en ville ou par rapport à des gendarmes lambda qui font des contrôles routiers et tout ça. Du coup les gendarmes mobiles ne sortent presque jamais, mais là il se passe quelque chose à la campagne donc ils sortent, sans vraiment d'expérience de répression, enfin je le pense comme ça.

Il y avait donc ce premier cordon qui faisait tout le tour de la parcelle qui n'était pas immense. On était à l'époque des parcelles d'essai, de production de semences... Derrière les gendarmes mobiles il y avait un grillage avec des barbelés qui avaient été installés de façon... je sais pas si c'était solide mais c'était visible quoi. Et derrière les grillages il y avait des sortes de milices rurales. Le mouvement des Faucheurs Volontaires à l'époque commençait à être connu, et pour faire un peu contrepoids il y a eu les « Semeurs Volontaires d'OGM » qui se sont organisés, donc inutile de dire qu'il s'agit d'agriculteurs qui sont complètement intégrés dans les filières productivistes de céréales et d'oléagineux, les coopératives, la FNSEA... Les Semeurs Volontaires étaient armés de manches de pioches et tout ça, et plutôt énervés. Bon, nous on arrive sur ce chemin, on voit la parcelle, on voit les flics, on voit tout ça, forcément on se dit « bon... » Sachant que c'est l'été, il fait beau, tout le monde est en short et sandales, personne n'est masqué ni déguisé, on est tous des citoyens lambda qui venons participer à une action légitime et complètement identifiables. Et quand même, on sent une sorte de force collective, on a l'impression de faire partie d'une espèce de tout d'ensemble qui fait qu'on n'est plus individualisé. Moi je me disais « hum, quand même... » Mais les personnes qui menaient un peu la danse ne se sont pas du tout débinées, ont dit « pas de problème, on avance, on se tient serrés, on y va ». Alors on y est allé.

On a un peu suivi le « berger » et du coup on se retrouve devant les gendarmes mobiles qui nous disent « non, mais laissez tomber ! » Donc voilà, il y a un peu des échanges, il y a des déclics qui se font, ça commence à s'agiter dans un coin, puis dans un autre, ça commence à s'agripper, puis ça s'agrippe vraiment, et on s'agrippe aux gendarmes, on s'agrippe au grillage... Et là il y avait un truc vraiment génial à vivre, où collectivement on est en train de se dépasser nous-mêmes pour franchir, faire une percée dans ce mur quoi ! Et c'est ça qui s'est passé, à un moment il y a eu un trou dans la ligne de gendarmes mobiles, on a fait tomber les grillages à mains nues, les barbelés tout ça, et il y a eu une percée. Et là, la masse de gens, 300-400 personnes sont entrées dans la parcelle, et en moins de dix minutes le champ a été saccagé. Avec une situation assez complexe, parce qu'il y avait les milices rurales qui étaient violentes, et du coup dans ce contexte-là les gendarmes mobiles se sont retrouvés à devoir dealer entre nous empêcher de rentrer sur la parcelle et nous protéger des coups des agriculteurs volontaires, là.

Donc voilà, ça s'est passé je pense en un quart d'heure, un truc énorme de force collective. Et moi à l'époque je me souviens déjà qu'il y avait un certain nombre de textes qui étaient publiés dans les réseaux un peu plus anarchistes radicaux qui questionnaient ce type d'actions, de devoir agir à visage découvert à des moments qui sont appelés publiquement. Et de se mettre en danger face à la justice, face à la police, face à la répression. En disant « mais quel sens ça a d'aller se jeter dans la gueule du loup et de se faire niaquer un par un ? » Je trouvais ces questionnements assez légitimes, mais comme ils étaient teintés de toute une rhétorique qu'on peut trouver dans ce genre d'analyses, je trouvais que ça ne faisait pas vraiment écho à ce que moi j'avais pu vivre de cette force collective, où on est là en shorts et en sandales, en chapeau de paille, on est complètement désarmé.e-s et visibles, hé ben quand même, rien à faire : un cordon de gendarmes, des barbelés, des milices rurales... fffuiit ! On y va, on défonce tout ! Quand tu vis ça, ben franchement tu te dis, allez, les contre-sommets, le prochain coup on fait la même !

Bon. Il s'est trouvé que ça c'est pas tout le temps passé comme ça. Les coups d'après, la même année, il y a eu une série de fauchages, semaine par semaine dans différents endroits de France. J'ai participé à une deuxième action de ce type, et là il y avait encore vraiment du monde, et on s'est retrouvé.e-s dans un contexte un peu

similaire. On a fait une petite marche dans les campagnes agricoles intensives du Sud de la France, et ça n'a pas non plus été difficile à identifier la parcelle en question. Sauf que là il y avait quand même un hélicoptère qui nous traçait, et il y avait sur place les pompiers, les services de SAMU, qui avaient été appelés par la préfecture. Et il y a eu un discours d'un représentant des flics pour dire « laissez tomber, ça va canarder et il va y avoir des blessés, et ça va chier ! ». Mais bon, en sandales, en shorts, en chapeau de paille, en fauteuil roulant... José [Bové] qui prend le haut-parleur et dit « les femmes et les enfants devant, on va attendrir les flics », ce qui était assez discutable comme stratégie. Mais bon on y va, on y croit. On n'a même pas eu le temps d'approcher à 20 mètres que l'hélico a canardé, on s'est fait canarder dans tous les sens : des bombes assourdissantes, lacrymo à gogo, panique générale, et effectivement un certain nombre de blessés. Moi j'ai été blessé, modestement, mais j'ai reçu un impact de bombe assourdissante dans la jambe. Et c'est vrai, heureusement qu'il y avait les pompiers, il n'y a pas eu de blessés graves mais mine de rien la stratégie répressive a complètement fonctionné.

Et du coup, ça questionne le fait de se déplacer dans toute la France pour échouer sur un truc comme ça, de jour, public... Alors qu'il y aurait d'autres moyens pour neutraliser cette parcelle. La parcelle a gardée pendant quasi une semaine, mais on a su que plus tard elle a quand même été sabotée par des gens.

Dans un autre contexte, on a découvert dans le département où je vivais que malgré qu'il y avait une sorte de moratoire départemental, je sais pas trop mais en tous cas au niveau de la chambre d'agriculture et de la préfecture, il y avait eu des votes pour empêcher le semis d'OGM sur le département. Et à l'époque il y avait Greenpeace qui distribuait des kits de détection de maïs Mon810. J'ai jamais compris comment ça marchait, je sais pas si c'est grâce à ça qu'il y a eu des parcelles qui ont été identifiées, ou s'il y a eu une fuite. Toujours est-il qu'un agriculteur, sûrement épaulé par des firmes, avait décidé d'outrepasser le cadre départemental et avait semé trois parcelles de maïs qui ont été identifiées. Et à ce moment là on était déjà un peu éprouvé·e·s par la stratégie des procès, il y avait pas mal de procès en cours avec des centaines de milliers d'euros déjà en jeu, et la face visible du mouvement – Faucheurs d'OGM et plus largement – s'est dit qu'elle allait déjà tenter de résoudre ce truc-là au niveau d'action syndicales, en essayant de

faire pression, de faire en sorte qu'il y ait une décision en préfecture, puisque c'était contraire au cadre local, qui en fait n'a aucune valeur puisque de toute façon ce sont les lois de la république qui comptent... Mais bon, puisque dans ce département il y avait eu ce vote, les gens ont pensé qu'il y avait quelque chose qui pouvait se jouer sur le plan juridique, sur le plan des pressions politiques, faire pression sur les députés pour que le champ soit rasé, qu'on oblige l'agriculteur à raser le champ.

Pendant tout ce processus qui était aussi discutable, qui posait des questions éventuellement de comment ça démobilise en plein essor du mouvement, les gens attendaient qu'il se décide d'aller faucher, de jour et tout ça... Vu que ça n'arrivait pas, des gens ont décidé de s'organiser pour que ça se passe de nuit. Moi je me suis retrouvé contacté pour participer à cette action. J'y suis allé volontiers parce que je trouvais ça aussi intéressant de vivre un dispositif collectif d'auto-organisation et d'action directe nocturne et justement pas sur une phase visible, par rapport à mes autres expériences.

Bon, je ne vais pas raconter comment ça s'est passé mais juste une petite anecdote. On s'est organisé·e·s en trois groupes puisqu'il y avait trois parcelles. Donc ça se passait de nuit. Dans mon groupe on s'est fait acheminer par un véhicule qui nous a laissé au bord d'un fossé et là paf, au moment où on descendait de la voiture, qu'est-ce qu'on voit : des phares qui arrivent en face, alors que c'est vraiment des petites routes de campagne où jamais personne ne passe la nuit. « Vite vite planquez-vous ! » Hop ! Et pour de vrai c'étaient les gendarmes qui nous ont passé devant à deux mètres, on était dans le fossé bien planqué·e·s et ils ne nous ont pas vu·e·s. Je ne sais pas ce qu'il faisaient là, une ronde ? Je ne pense pas qu'il y avait eu des fuites vu que la stratégie collective c'était « pas de mails, pas de téléphone, pas de courrier, pas de bla-bla. » Juste « on se connaît, on y va ». Ben on est passé à pas grand-chose du truc, mais on n'a pas trop attendu, on est allé dans la parcelle et hop, on a arraché ce maïs. Et c'était bien de la faire je crois, parce que c'était pas gagné que la stratégie légale fonctionne, et de toute façon je crois que ça a soulagé tout le monde. Y compris peut-être – j'en sais rien – l'agriculteur lui-même qui était un peu entre tous les feux. Finalement ça a résolu un peu pour tout le monde la question de ce mic-mac. Et c'était vraiment chouette à vivre.

(pause)

Rémi : On voulait revenir sur ces questions de revendiquer / pas revendiquer, actions nocturnes / actions diurnes, visible / pas visible, comment on évolue là-dedans. Moi personnellement je n'ai pas d'avis précis. Là où je situe les enjeux, ils sont assez basiques : s'il y a des parcelles et qu'on s'organise pour aller les faucher, je trouve que c'est mieux qu'elles soient fauchées. Du coup j'aurais envie de me contenter de ça et pour moi tous les moyens sont bons. C'est vrai que repartir bredouille parce que ça n'a pas marché parce qu'ils étaient plus forts en face et tout ça, je trouve ça dommage par rapport à l'hypothèse d'y aller la nuit et de régler son compte à la parcelle. Et revendiquer / pas revendiquer après c'est selon.

Camille : Moi ça me parle beaucoup plus quand même quand l'action est revendiquée, je trouve que d'un point de vue politique ça affirme vraiment une réelle détermination. C'est pas négligeable. Et par rapport à la visibilité ou pas, il y a cette dimension de clandestinité / semi-clandestinité dans l'organisation d'un travail pareil, parce que c'est quand même beaucoup de boulot, de repérer les parcelles, d'organiser des convois de personnes pour aller agir discrètement en plein nuit. Ça me questionne, par rapport aux parcelles qu'on pourrait détecter via les petits kits de détection dont tu parlais tout à l'heure, qui sont des outils vraiment très intéressants pour s'approprier personnellement des moyens de détection. Des kits en vente libre, c'est super pratique.

Mais ça représente quand même des surfaces qui sont gigantesques. C'est quand même pas rien : dans une zone, on peut trouver par exemple 7000, 10'000, 15'000 hectares de maïs... Moi je veux bien aller un soir dézinguer une parcelle, pas de problème, mais on ne pourra pas tout faire dans la nuit, ce sera pas possible. Ça demandera de revenir, et revenir ça demandera nécessairement une prise de risque supplémentaire, parce que la clandestinité à répétition ça ne va peut-être pas marcher complètement jusqu'au bout. Parce que je ne suis pas du tout dans l'optique d'avoir juste une portée symbolique. Juste dézinguer une parcelle ça reste symbolique. Si on dézingue 10'000 hectares là par contre ouais, ça a un effet. C'est-à-dire que la coopérative, l'année prochaine, peut-être qu'elle changera de semences, pour les exploitants agricoles qui ont mis en culture ce produit-là. Du coup je trouve que c'est une bonne question : comment s'organiser clandestinement pour éviter que les personnes prennent beaucoup trop de risques, parce que je trouve que c'est quand même

facile d'arriver dans une parcelle la nuit en coupant les phares de la bagnole, se garer sur le côté, et avec une poignée de personnes on peut faire du mal assez vite sur une parcelle. Mais voilà : si on est toute une région pour anéantir des cultures qu'on veut voir dégager, c'est quand même pas trivial. Ça demande beaucoup de réflexion sur comment s'y prendre pour ne pas être simplement dans quelque chose de symbolique, pour que ça puisse être revendiqué, et pour ne pas mettre les gens en danger dans quelque chose qui pourrait être clandestin ou semi-clandestin. Question ouverte, pour voir les perspectives pour la suite.

Christophe : Pour moi cette question est différente selon les contextes, dans le sens que si on a affaire à une culture commerciale déjà massivement répandue dans une région c'est différent de quand on en est face à des recherches, des sites d'essai, où là je trouve qu'un seul sabotage peut avoir un réel impact sur le processus en cours. Disons qu'en partie ça parle de soi-même. Après, je suis assez partisan de rajouter du sens aux actions, de leur donner plus de profondeur avec un communiqué. Mais dans certains cas ce n'est pas forcément indispensable, par exemple dans des cas d'attaque sur la recherche. Voire, ça peut compliquer les questions sécuritaires aussi, en aidant à repérer d'où ça vient, de quel milieu vient l'attaque, parfois en voyant la phraséologie... Mais je ne suis pas pour sacrifier la question de l'impact à des questions de principe, sur la clandestinité ou la visibilité par exemple. Je pense que ça doit être réfléchi stratégiquement.

Camille : Par rapport à cette question de sécurité qu'on peut avoir à se poser vis-à-vis des modes d'action directe (sabotages, fauchages, ...), j'ajouterais que les Faucheurs ont constitué un appareil de protection juridique qui est quand même très béton. Dans leur organisation, ils ont des avocats, des juristes, pour prendre en charge les personnes qui se sont fait auditionner, inculper, mis en examen. Ça c'est pas un détail : les gens vont expliquer qu'on joue ce jeu de la course aux procès, mais que derrière on a des moyens et des réponses à ces choses-là. C'est un très gros point fort des Faucheurs.

Christophe : Alors que dans d'autres contextes on est plus isolé-e-s et ça peut se poser différemment. Pour moi ça pose la question de l'intérêt de faire un travail politique pour casser cette isolation, pour porter un discours qui légitime l'action directe, suivant la culture

politique de là où on est. Par exemple en Suisse c'est très peu présent, il y a très peu de culture de l'action directe et nous ça nous questionne beaucoup.

Donc voilà moi c'est Christophe, je suis entre autres actif sur les questions d'OGM en Suisse, et également dans des réseaux libertaires autonomes. Avec quelques personnes on organise une tournée d'information, qui a commencé dans les milieux radicaux mais qui essaie d'en sortir un peu aussi, pour porter ces questionnements de stratégie ou revenir sur l'histoire des luttes, pour réfléchir sur comment agir, comment penser les mouvements et les modes d'action.

Rémi : Peux-tu situer le contexte en Suisse par rapport au statut des OGM ?

Christophe : En Suisse on est depuis 2005 sous le régime d'un moratoire global sur la culture et la commercialisation d'OGM transgéniques. C'est lié à la loi sur le génie génétique. Ce moratoire a été porté par une coalition – d'ONG, de partis, d'associations et d'un syndicat agricole – qui s'est structurée sous la forme d'une association nommée StopOGM, qui a donc porté une campagne de votation. Sachant qu'en Suisse on a ce système de démocratie semi-directe où il peut y avoir des initiatives et des référendums populaires. Le moratoire qu'on a actuellement autorise néanmoins la recherche, ce qui est une stratégie voulue par les opposants, dans le but de faire des recherches sur la dangerosité des OGM, mais où l'État a retourné ça sous la forme d'un programme de recherche publique qui a eu lieu entre 2008 et 2013, qui a travaillé les questions de comment préparer l'introduction des OGM en Suisse, au niveau du cadre légal et juridique mais aussi de comment travailler l'acceptation de la population d'une technologie dont elle ne veut pas.

Ils ont notamment fait des essais en plein champ de blé transgénique entre 2008 et 2010, qui ont été très mollement critiqués par les opposants officiels comme StopOGM, mais qui ont par contre suscité un mouvement de contestation avec des modes d'action assez divers. Il y a eu une lutte locale dans le voisinage d'un des deux champs d'essais qui était en milieu urbain à Pully près de Lausanne, où les opposant-e-s ont utilisé (entre autres moyens) des recours juridiques qui ont réussi à retarder les essais d'une année mais sans les empêcher. Sur l'autre parcelle qui se trouvait dans la banlieue de

Zurich, il n'y a pas eu de lutte locale de cette manière, mais il y a eu un fauchage clandestin en juin 2008 : une assez grosse action – dans le contexte suisse s'entend – avec (d'après les médias) 35 personnes masquées qui sont intervenues au petit matin et qui (d'après un document qu'un chercheur promoteur des OGM a fait circuler) semble avoir été bien planifiée et bien minutée. Cette action a réussi à détruire une bonne partie des cultures de cette année-là, et les auteur·e·s ont réussi à s'enfuir.

C'étaient des parcelles d'essais en plein champ clôturées, qui appartenaient à une institution qui s'appelle Agroscope, l'équivalent de l'INRA. C'est une action qui a eu un gros impact, qui est mentionnée encore aujourd'hui dans les débats publics, qui a été condamnée par les institutions mais aussi par StopOGM par un communiqué de presse. Le mouvement d'opposition contre ces essais a perduré pendant les deux années suivantes où les mêmes cultures se sont poursuivies, avec des caravanes militantes à vélo (auxquelles j'avais participé) qui ont traversé la Suisse pour relier les deux champs, des pic-nics citoyens... Pour l'anecdote : lors d'un échange verbal avec un chercheur qui venait aux picnics citoyens dialoguer avec les opposant·e·s, l'action de sabotage de l'année précédente a été mentionnée et il y a eu une ovation générale, ce qui était un signe que l'action clandestine a été comprise et appréciée par un mouvement assez large. Pendant ces deux années, 2009 et 2010, il y a eu aussi des tentatives de sabotage à l'herbicide, par projection sans pénétrer sur le site, d'après les communiqués qui les revendiquèrent anonymement, sachant que la sécurité des parcelles avait été renforcée assez drastiquement par rapport à la première année.

Ensuite on a eu, après 2010 et la fin de ces essais en plein champ, un certain effondrement de ce mouvement disparate. La scène de la contestation s'est ensuite confinée au parlement, sur la base des résultats du programme de recherche qui a dit qu'il n'avait trouvé aucune dangerosité évidemment, pour des recherches qui étaient très orientées. On l'avait dénoncé très clairement, notamment les études sociologiques, qui faisaient partie de ces recherches publiques commanditées par le gouvernement, et qui étaient hyper explicites sur le fait qu'il s'agissait de travailler sur l'acceptation, mais qui ont été très peu dénoncées par ailleurs. Actuellement on est dans cette situation où le parlement discute de la coexistence possible

entre OGM et cultures conventionnelles sur la base de ces résultats. Les opposants officiels adoptent une stratégie assez ambiguë, qui est de dire : « face à la proposition de faire des zones sans OGM au cas où les OGM sont légalisés à la fin du moratoire, nous sommes pour l'inverse : que la Suisse soit une zone sans OGM et que si on veut autoriser les cultures dans certaines « régions avec OGM », il va falloir passer par un processus d'autorisation spécial ». Donc là c'est « StopOGM » qui parle, et au lieu de donner un message clair qui serait « stop OGM » ça donne « on négocie les conditions d'une autorisation des OGM ». Nous actuellement on trouve ça extrêmement grave.

D'autant plus qu'il y a un nouveau champ expérimental qui a ouvert l'année dernière, toujours dans la banlieue de Zürich où il y avait les essais précédents, qui est encore plus sécurisée et qui a l'air de répondre à une demande des milieux de la recherche – notamment suisse mais aussi au niveau européen. Les milieux de la recherche en biotechnologies demandent la création de sites sécurisés par l'Etat, et en Suisse ils ont obtenu à partir du printemps 2014 ce site qui a vocation à être permanent et qui ne semble plus être lié à la question de la levée du moratoire. Il n'a suscité quasiment aucune protestation au moment de son inauguration, avec même l'Union Suisse des Paysans – le syndicat majoritaire des agriculteurs productivistes – qui est présente et qui dit : « Nous ne sommes pas pour les OGM actuellement parce que les consommateurs n'en veulent pas, mais si de nouvelles recherches produisent des OGM que la population accepte et qui sont intéressants économiquement pour les agriculteurs, nous sommes pour. » Et donc une légitimation de ces recherches publiques comme cheval de Troie pour forcer l'acceptation dans la population suisse.

Du coup il y a une nouvelle campagne qui essaie petit à petit de se mettre en place pour faire ré-émerger un discours clair et global sur le génie génétique, sur la recherche, notamment la recherche d'Etat, sur le rôle de l'innovation technologique dans le renouvellement du capitalisme. Ça a donné lieu à la publication à la fin 2014 d'une brochure qui s'appelle « Le champ du contrôle »³ qu'on utilise comme base pour faire la tournée d'information et de discussions. On a le

3 Un recueil de textes contre le génie génétique et la domination – avec un historique de cette situation et des luttes récentes en Suisse, des approfondissements sur la science et la recherche, et des discours globaux sur la technologie. Téléchargeable sur <https://infokiosques.net/spip.php?article1173>

sentiment qu'il y a petit à petit un réveil après quatre ans d'endormissement total des luttes. Il y a des manifs [et des sprayages] qui ont recommencé, notamment lors du jour d'action contre Monsanto en mai, où il y a eu trois manifs dans des villes différentes avec au total 4000 personnes – ce qui n'est pas rien dans notre pays très pacifié et très endormi – et probablement aussi [le 22 août] une manif sur le nouveau site d'essais à Zurich.

On se pose beaucoup de questions sur les dynamiques de lutte, et lors de la tournée on essaie de tenir un discours sur l'auto-organisation dans les luttes, une critique de la délégation qui est faite par l'ensemble du milieu associatif et politicien à une structure de représentation et de lobbying qui est hégémonique dans la lutte. On essaie de tenir aussi un discours sur la nécessité des actions directes, et d'essayer de penser les rapports de force en-dehors du cercle parlementaire. Voilà, on en est là.

Rémi : Outre l'épisode de sabotage d'une parcelle d'essai que tu nous as raconté, n'y a-t-il pas eu en Suisse de mouvement au sens large de fauchage ? En termes de pratiques collectives, c'est absent du paysage et des imaginaires ?

Christophe : C'est clairement absent des pratiques. Mais dans les milieux écologistes on pourrait dire qu'il y a un imaginaire qui nous vient de France, médiatiquement il y a José Bové qui apparaît comme une figure, dans le milieu associatif les gens connaissent un peu les Faucheurs Volontaires. A l'époque, 2008 ou 2009, certains avaient invité Libouban, un type [des Faucheurs] qui parle d'action directe non-violente avec un discours assez pacificateur et civique, ghandiste ; et un petit parti d'extrême-gauche avait prétendu organiser un cours de fauchage, qui je crois ne s'est même pas fait. Je pense que les gens un peu légalistes sont très légalistes en Suisse, et ont très vite peur de sortir de la légalité.

Rémi : Dans le paysage, outre StopOGM qui se présente comme l'interlocuteur officiel et légitime, il y a quand même un réseau d'associations... par exemple l'antenne suisse de la Via Campesina se positionne-t-elle sur la fin du moratoire et sur les perspectives ?

Christophe : C'est le syndicat Uniterre qui est membre de la Via Campesina. Ils sont actuellement en train de faire la promotion d'une initiative populaire, pour inscrire dans la loi le principe de la souveraineté alimentaire [ce qui comprend l'interdiction des OGM].

Les initiatives populaires sont des propositions de changements légaux ou de nouvelles lois, pour lesquelles il faut recueillir 100'000 signatures dans un pays de 8 millions d'habitant-e-s, et si on réussit la population entière – adulte avec passeport – est appelée à voter sur cette question. Avec la possibilité qu'il y ait aussi des contre-projets du gouvernement. Ensuite il y a toute une campagne médiatique où les moyens mis en œuvre sont souvent très inégaux dans ce monde d'argent, et très peu d'initiatives passent la rampe. C'est donc souvent beaucoup d'énergie investie par les réseaux, notamment pour la campagne de récoltes de signatures, pour souvent échouer en votation, mais pas toujours. Mais qui lorsqu'elles réussissent sont parfois contournées plus tard par de nouvelles manœuvres parlementaires.

Camille : C'est intéressant, parce que je vois un peu la similitude avec ce qui se passe en France. Chez les Faucheurs il y a toujours eu un argument massif qui venait simplement d'un sondage effectué dans la population, pas besoin de référendum. Les Faucheurs se disaient : « Nous on est forts de 70 % d'opinion publique favorable pour notre cause et notre lutte. C'est-à-dire qu'il y a 70 % des français-es qui ne veulent pas d'OGM dans leurs assiettes et dans les champs. » Du coup ça permettait de galvaniser les énergies chez les Faucheurs, pour se dire tout le temps : « On est légitimes, on œuvre pour le bien commun ». Ça me fait un peu penser à cette histoire de référendum, parce que je pense qu'il n'y en a même pas eu besoin pour mobiliser les énergies et passer à l'action. Un petit sondage et ça suffit pour mettre ça dans la tête des gens et à donner des ailes pour faire de l'action directe.

Christophe : Mmh. Souvent les campagnes de récoltes de signatures et de votation sont défendues par les mouvements comme une manière de lancer le débat, de nourrir un débat notamment par le contact direct avec les gens et plus tard par les médias. Ce qui à mon avis peut aussi se retourner contre les mouvements, suivant les moyens mis en œuvre par l'adversaire. Et aussi ça nourrit un imaginaire de changement social qui est totalement legaliste, et pas très mobilisateur en-dehors de son propre processus. C'est assez problématique dans une perspective de penser des rapports de force, c'est très difficile. Pour l'instant en Suisse, StopOGM défend ses choix stratégiques en disant qu'en Suisse il y a trop d'intérêts qui s'opposent aux OGM, notamment par le fait que l'agriculture se fait

encore sur de petites exploitations agricoles et que tout régime de coexistence va être trop compliqué et trop cher à mettre en place, et du coup ils font le calcul politique qu'au parlement, l'équilibre des intérêts en présence va se maintenir en faveur d'une interdiction des OGM. Ce qui pourrait se renverser, par exemple avec le positionnement de l'USP. C'est un peu de l'équilibrisme. Il y a les associations de consommateurs et les grands distributeurs alimentaires qui se positionnent pour l'instant contre la commercialisation des OGM.

Du coup nous on se pose la question : comment intervenir dans un tel contexte, de telles forces en présence et des débats pareils ? Il nous semble très important d'axer la critique sur la recherche scientifique, parce que c'est ça qu'on a en face de nous comme offensive, comme moyens mis en œuvre en face pour faire avancer la domination des puissants sur les questions agricoles notamment. Dans le contexte suisse c'est très important, parce que la recherche est un peu l'or de la Suisse, c'est un peu l'industrie principale de la Suisse qui n'a pas d'industrie lourde ni de colonies ni d'ex-colonies ni de grandes matières premières. La prospérité du pays est liée à la recherche et à l'innovation, en tous cas dans les discours de tous les partis politiques, c'est assez unanime.

Et dans les milieux contestataires légalistes, ça semble impossible de porter un discours qui va contre ou voudrait limiter la recherche scientifique, et c'est pour cette raison que le moratoire qui est en vigueur actuellement autorise la recherche scientifique. A notre avis c'était un calcul politique pour que ça puisse passer. On pense qu'il faut pointer du doigt le rôle de la recherche publique, de ces stations de recherche d'Agroscope qui ont une très grande légitimité dans le monde agricole pour qui c'est un appui important en termes d'orientation agronomique, d'aide et de soutien technique. Du coup leur rôle d'expertise et d'autorité est vraiment une porte d'entrée pour des techniques de biotechnologie qui sont de plus en plus dominantes dans les recherches agronomiques.

Rémi : Vu la place de la Suisse dans le monde, est-ce qu'il y a aussi une démarche d'analyse de la collusion entre les marchés financiers, les firmes multinationales, et l'impact que ça peut avoir sur le contexte que tu viens de décrire ? Est-ce que c'est aussi quelque chose que vous essayez d'observer, le capitalisme dans son fonctionnement...

Christophe : Alors en Suisse il y a Syngenta, basé à Bâle, qui est le leader mondial des pesticides et un des leaders des OGM, et c'est sûr qu'ils ont une grande influence notamment en termes de lobbying. Le pays héberge aussi un très grand nombre de multinationales, d'entreprises de négoce des matières premières, de fonds spéculatifs, de banques... il y a aussi toute la question de l'évasion fiscale et du blanchiment d'argent. C'est sûr que ça a un gros poids économique et politique en Suisse. Par exemple, le siège pour l'Europe et le Moyen-Orient de Monsanto est à Morges, à côté de Lausanne, à la faveur d'un crédit total (0%) d'impôts pendant dix ans. Dans une critique globale de la position suisse dans le capitalisme c'est quelque chose d'important.

Sur la campagne actuelle on essaie d'axer sur l'aspect « pôle de recherche scientifique » de la Suisse, notamment avec ce site d'expérimentation sécurisé, dans un contexte où il y a de moins en moins de sites d'essais en plein champ en Europe. Il n'y en a presque plus, à part en Espagne, en Tchéquie, en Suède et quelques autres.⁴ Dans ce contexte, on essaie de mettre en avant qu'attaquer ces recherches-là en Suisse c'est une manière de se solidariser avec les mouvements dans le reste de l'Europe, pour essayer de garder ce rapport de forces lié au fait que les sites expérimentaux ont été massivement sabotés dans tout plein de pays.

Rémi : Je me demande, entre tout le travail qu'il semble nécessaire de faire pour reconquérir une sorte d'opinion publique et de là imaginer des potentialités d'action populaire d'envergure, et l'énergie qui serait à mettre davantage dans construire des réseaux de gens qui se comprennent... Il y aurait tout un travail de pédagogie pour dire qu'il serait temps de reprendre la lutte sur ce domaine, mais finalement je me dis que si on a les adresses, on pourrait imaginer des moments, trouver des formules d'action directe plus globales. La Suisse c'est coincé entre la France, l'Italie et l'Allemagne, on pourrait imaginer d'arriver à mobiliser un peu des forces pour s'attaquer un peu plus « vastement » à ces entreprises ou à ces essais. C'est une question que des fois je me pose, le temps qu'on met à convaincre l'opinion publique, alors que peut-être on pourrait choisir des moyens autonomes d'action.

4 Liste des demandes d'autorisation en Europe:
http://gmoinfo.jrc.ec.europa.eu/gmp_browse.aspx

Camille : Ça me fait penser à la brochure qui s'appelle « SHAC attack »⁵. C'est une expérience anglaise à la base, d'un collectif antispéciste qui attaquait un laboratoire qui faisait des essais sur des animaux. Ce laboratoire était complètement intouchable. C'était impossible d'imposer un quelconque rapport de forces. Et les gens ont développé des tactiques et des stratégies pour aller chercher les décideurs chez eux, et pénétrer dans leurs maisons... déjà les localiser, connaître leurs adresses, et du coup commencer à mettre la pression personnellement sur les gens, plutôt que sur une entreprise, une institution ou quelque chose qui a une autre forme moins humaine.

Christophe : C'est beaucoup plus que ça, c'est-à-dire qu'ils ont une stratégie de mettre la pression sur tous les partenaires du laboratoire, et notamment ceux qui les financent.

Camille : C'est une approche stratégique qui m'a vraiment parlé, quelque chose d'efficace qui peut amener des résultats. Avec une portée beaucoup plus intéressante que d'aller juste bloquer le site de Monsanto une journée et les empêcher de travailler une journée, ce qui nous a déjà demandé énormément d'énergie.

Christophe : Euh, je pense que ce ne serait pas moins d'énergie, pour le coup, de loin pas ! Nous, dans l'état actuel des choses, où on essaie de faire de la « pédagogie » comme tu dis, ou en tous cas de la stimulation dans un contexte régional, on est parti d'un point où on avait un peu l'impression d'être seul·e·s dans le désert. Et on pense que ce n'est encore pas gagné d'avance que la sauce prenne, vraiment pas. Donc oui, il y a un questionnement sur différentes stratégies imaginables, aussi face au fait que cette sécurisation assez drastique, qui inclut vigiles avec chien en permanence, avec dispositif d'alerte d'urgence au poignet, détecteurs de secousses sur les grillages, caméras, double grillage barbelé – pour ce qui est du dispositif visible, c'est un réel obstacle.

Rémi : Si on est 500 ou 2000, ça ne me semble pas insurmontable...

Camille : En un petit quart d'heure, c'est réglé ! (rires)

5 <https://infokiosques.net/spip.php?article1037>

Actions des Faucheurs 2014-2015

Extraits de l'article « La mobilisation des Faucheurs s'intensifie » par Christophe Noisette, infogm.org, avril 2015 :

(...)

Les actions de désobéissance civile menées par les Faucheurs volontaires pour dénoncer les tournesols ou colzas, issus d'une mutagénèse pour les rendre tolérant aux herbicides, restent d'actualité. Pour ces opposants, ces « OGM cachés » présentent exactement les mêmes inconvénients et faiblesses que les plantes transgéniques.

Si la technique d'intervention sur le génome change, l'objectif, lui – rendre des plantes tolérantes à des herbicides – est identique. Or, estiment les opposants, cet objectif n'est pas pertinent dans un contexte agronomique et social de réduction des intrants chimiques. Ce que contredit le Centre technique interprofessionnel des oléagineux et du chanvre (Cetiom) : dans son communiqué de presse, il affirme en effet que « les expérimentations détruites entrent pleinement dans les objectifs du plan Ecophyto qui vise à réduire et raisonner le recours aux produits phytosanitaires. Ainsi, ces essais permettaient aussi de tester de nouvelles techniques de contrôle des mauvaises herbes avec l'introduction de solutions de désherbage mécanique ». André Merrien, directeur des études et recherches au Cetiom, affirme que ces colzas mutés permettent de diviser par dix les quantités d'herbicides utilisées.

Il est toujours curieux de voir que les mêmes arguments sont utilisés pour justifier chaque nouvelle « innovation technologique ». Les plantes génétiquement modifiées (PGM) transgéniques tolérant le Roundup étaient, elles aussi, censées réduire l'usage des pulvérisations. La réalité sur le continent américain est toute autre : la quantité d'herbicides pulvérisée n'a cessé d'augmenter, tout comme le nombre d'adventices ayant acquis la « tolérance » au glyphosate.

Le **4 avril 2015**, à la Pouëze (entre Angers et Segré), dans le Maine-et-Loire, des Faucheurs volontaires ont détruit une parcelle d'un hectare d'essais de colza rendu tolérant à un herbicide par mutagenèse, parcelle utilisée par le Groupe d'Étude et de contrôle des Variétés et des Semences (GEVES) qui est en charge de l'inscription au catalogue des nouvelles variétés commerciales.

(...)

En juin 2014, en Haute Garonne, sur la commune d'Ox, des militants avaient prévu de manifester contre des parcelles de démonstration de colza Clearfield. Mais l'action a été avortée à cause de la présence des gendarmes. Quelques militants de la FDSEA étaient aussi présents, ce qui a entraîné une joute verbale sans surprise entre les deux camps : d'un côté, les plantes mutées sont une « fuite en avant scientifique » qui ne permettront pas de relever les défis alimentaires ; de l'autre, sans « ces semences à la pointe du progrès », l'agriculture française va perdre en compétitivité et « ce seront les agriculteurs américains ou asiatiques qui deviendront les maîtres de la nourriture mondiale ».

Mais les Faucheurs n'avaient pas dit leur dernier mot. Le **dimanche 15 juin**, ils sont retournés à Ox et ont « neutralisé neuf parcelles de Colza Génétiquement Modifié pour résister en post-levée à des herbicides habituellement utilisés sur céréales ». Ils continuent de réclamer que « ces OGM cachés soient traités avec les mêmes obligations que ceux issus de la transgénèse ». Ils appellent « les agriculteurs à ne pas céder aux mirages scientifiques qui ne tiennent aucun compte de la capacité de réaction de la nature à s'adapter en développant systématiquement des résistances aux pesticides (herbicides, fongicides, insecticides, antibiotiques ...) ». Pour les Faucheurs, « seules de bonnes pratiques agronomiques peuvent maintenir à un niveau acceptable les adventices et ravageurs sur le long terme ».

Dialogue de sourds : le 30 juin 2014, le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, a encore précisé sur RTL qu'« il n'y a pas d'OGM cachés : ce sont des mutations de gènes sans qu'il y ait de gènes rapportés ». Pas d'apport de gènes, tous en conviennent, mais "OGM cachés", car c'est la directive européenne 2001/18 elle-même qui stipule que la mutagenèse produit des OGM.

Dans la nuit du 19 au 20 mai 2014, à Savarit près de Surgères, en Charente Maritime, c'est un peu plus d'un hectare de colzas mutés qui a été détruit. Il s'agissait d'une autre plateforme d'essais menée par le Cetiom qui devait, le 20 mai, organiser une visite de terrain. Dans son communiqué, le Cetiom souligne que ces essais s'inscrivent « dans l'agro-écologie » : « en associant au colza des couverts de légumineuses, le Cetiom cherchait à limiter l'impact des aléas climatiques (...) et réduire l'utilisation de pesticides ». Ainsi, poursuit-il, la mutagenèse « bénéficie (...) aussi bien à l'agriculture biologique que conventionnelle ». Cette communication est choquante : l'agriculture biologique interdit l'usage des herbicides de synthèse. Or ces colzas ont été génétiquement mutés afin, précisément, de tolérer ces herbicides interdits. Et si les associations de culture et les semis sous couvert sont en effet des solutions techniques intéressantes, elles n'imposent aucunement l'utilisation d'herbicides, comme l'a montré le Cetiom lui-même.

(...)

Le 2 avril 2014, à Fontenoy-sur-Moselle, en Meurthe et Moselle [4], les Faucheurs Volontaires ont « neutralisé » une plate-forme d'essais de colzas tolérant des herbicides. Pour eux, le Cetiom cherchait, avec ces essais en champs, à « vulgariser » cette technique auprès des agriculteurs. Le Cetiom a qualifié cet acte « d'aveugle, incompréhensible et inacceptable ». Le Cetiom affirme : « Cette technique bénéficie pourtant aussi bien à l'agriculture biologique que conventionnelle. Elle est utilisée depuis plus de 50 ans et a été largement développée par la recherche publique comme l'Inra ». Si la technique est effectivement vieille de 50 ans, les VrTH n'ont été cultivées massivement à grande échelle que depuis peu.

Extraits de l'article « Des cultures de maïs OGM MON810 planent sur le Conseil d'Etat... les Faucheurs les neutralisent » par Christophe Noisette et Pauline Verrière, infogm.org, mai 2014 :

Mercredi 30 avril 2014, le Conseil d'État s'est penché sur le recours en référé de l'Association Générale des Producteurs de Maïs (AGPM) contre l'arrêté ministériel interdisant la culture du maïs MON810. Au cours de l'audience, deux exploitants agricoles ont révélé avoir semé de ce maïs. Vendredi **2 mai 2014**, vers 11 heures, les Faucheurs volontaires ont « neutralisé », partiellement, l'une de ces parcelles.

(...)

Les Faucheurs nous ont précisé qu'ils avaient connaissance d'autres semis, informations confirmées par les services de l'État. Le Conseil d'État, s'il suspend l'arrêté, rendrait alors ces cultures à nouveau légales... et le ministère devra publier le registre des parcelles cultivées avec des PGM. « Si finalement, contre la volonté des citoyens et d'un très grand nombre d'agriculteurs, la possibilité de cultures GM redevenait possible, le collectif des Faucheuses et Faucheurs Volontaires reprendrait, à contre-cœur mais avec détermination, le chemin des champs de maïs transgénique »... Et si le Conseil d'État ne suspend pas l'arrêté, les Faucheurs seront vigilants à ce que l'État prenne ses responsabilités : « les Faucheuses et Faucheurs Volontaires agiront avant la floraison quelle que soit la situation juridique de ces cultures », précisent-ils.

Greenpeace, présent sur place, « demande au gouvernement de neutraliser ce champ et de protéger les citoyens de la menace OGM ».

Les Faucheurs, la Confédération paysanne et Greenpeace avaient écrit au ministère de l'Agriculture pour l'alerter sur l'existence d'un semis de MON810. Les associations demandaient sa destruction. En l'absence de réponse de la part des autorités, les associations ont donc décidé de dénoncer publiquement cette culture illégale.

Quelques éléments de critique

Sans vouloir trop revenir sur des critiques déjà faites par ailleurs, voici tout de même quelques notes de lecture d'un texte dont la lecture est vivement recommandable, pour compléter les critiques faites par Camille et Rémi sous certains angles qu'ils n'abordent pas ou peu.

Dans le chapitre "L'insoumission possible" de son livre *La liberté dans le coma*,¹ le Groupe Marcuse prend la lutte contre les OGM comme contre-exemple, à l'opposé de l'insoumission qu'il désire.

« L'idée d'actes de malveillance ou d'autodéfense contre les dispositifs mis en cause a malheureusement été confisquée par des experts de la contestation. Il est *impossible* désormais de prononcer le terme de désobéissance sans penser aux faucheurs volontaires et à la stratégie politique de José Bové, qui a consisté à désamorcer la charge critique contenue dans les sabotages de plantations transgéniques pour monnayer l'agitation sur ce terrain en échange d'une carrière politique. (...) Les modes de contestation des nouvelles technologies en sont sortis piégés ».

Aussi, s'appuyant sur l' « Appel des Faucheurs Volontaires » qui se dit favorable à la « recherche fondamentale » mais dans certaines conditions, et sur le choix de « confiner la pratique du sabotage aux seuls essais en plein champ » tout en la renommant *fauchage*, le groupe Marcuse dénonce « l'enterrement de la lutte contre le génie génétique ».

De plus, il est aussi question de « désobéissance à 99 % respectueuse de l'État » ou plus généralement de la défense de ce dernier, qui s'exprime dans les discours sélectivement anti-multinationales, dans l'encensement de la recherche publique, dans la transformation de la désobéissance *civile* en désobéissance *civique* entendue comme une « demande de droit » et non comme une dénonciation de l'autorité, et dans la revendication de traçabilité

1 Groupe Marcuse, *La liberté dans le coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, éd. La Lenteur, 2012, pp.185-199: *Le mouvement des "faucheurs volontaires" et autres dévoiements de la désobéissance civile*

sous contrôle étatique de la distribution alimentaire, chez les faucheurs volontaires. Cet aspect, additionné d'une stratégie qui place l'impact médiatique en priorité et simplifie le discours à l'extrême, induit une dépossession renforcée des individus.

Enfin, le livre de Gilles Luneau et José Bové *Pour la désobéissance civique* qui prétend dicter la conduite des "désobéissants" est mis au pilori. « Tout cela laisse au bout du compte une impression assez pénible, celle d'un *dressage à la désobéissance* dont la mouvance citoyenne non violente aurait conçu le projet sur le modèle de la neutralisation du refus des plantes transgéniques. Il s'agit d'organiser et réglementer l'action pour éviter tout débordement. »

D'autres textes présentent des critiques de ce genre, que soient les livres de René Riesel aux éditions de l'Encyclopédie des Nuisances (dans les bonnes librairies et bibliothèques), ou les brochures *OGM : fin de partie* et *Des organismes génétiquement modifiés et du citoyen* signées *Quelques ennemis du meilleur des mondes*, ou encore *Textes et documents choisis pour instruire le public et ceux qui font métier de l'informer sur la deuxième campagne contre le génie génétique, août 1999-avril 2002* (dans les bons infokiosques).

Que chacun·e exerce son esprit critique et trouve son propre chemin!

deuxième édition corrigée

mars 2016, Editions A l'Arrache

contact: alarrache@riseup.net

brochure téléchargeable sur <https://infokiosques.net>

" Alors je vais raconter trois fauchages que j'ai vécus et qui n'ont pas eu la même tournure. Pour dire un peu que ça a pu se passer comme ça ou comme ça ou comme ça..."

